



Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes

Semaine du 2 au 8 avril 2020

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

COVID-19

Au soir du 7 avril, le Mexique compte 2 785 cas confirmés de COVID-19. L'épidémie aurait causé la mort de 141 personnes depuis son arrivée au Mexique et 633 en seraient guéris.

Le Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO) a présenté le 5 avril son plan économique pour limiter l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Pour faire face à la crise actuelle, le gouvernement a annoncé peu de nouvelles mesures, pariant sur le renforcement des politiques actuelles. Le Président a ainsi remis l'accent sur les programmes sociaux, les programmes prioritaires d'infrastructures et l'austérité républicaine. Cependant, le gouvernement n'a annoncé aucun plan d'ampleur pour soutenir l'écosystème entrepreneurial privé et a également écarté l'idée d'endetter le pays. **Au total, les mesures présentées sont estimées à 1% du PIB.**

Alors que le secteur privé attendait beaucoup des annonces d'AMLO, il a manifesté sa déception des annonces du Président. Les deux principales organisations patronales (CEE et COPARMEX) ont rapidement mis en avant l'inadéquation du plan du Président à la situation économique du pays tandis que les principales banques du pays ont également critiqué le plan du gouvernement. Les analystes estiment en effet que, sans soutien aux entreprises et sans mesures fiscales pour stimuler l'économie, l'impact économique du coronavirus entraînera des pertes d'emplois massives et une baisse prolongée de la consommation.

En conséquence, le secteur privé a publié ses propres propositions de réponses : présenté le 7 avril et pour faire face à un problème de liquidité, le plan du secteur privé prévoit l'« adoption » temporaire possible de Micro, Petites et Moyennes Entreprises par des grandes entreprises pour le paiement des salaires ou des ressources financières, l'avancement d'achats livrables après la crise, et la facilitation de crédits-fournisseurs à 30 jours via une plateforme dédiée. En sus de ces mesures, la CEE propose de ne pas ralentir le processus de dépréciation afin d'attirer l'investissement et d'établir une stratégie permettant au Mexique de se substituer à la Chine dans la chaîne de valeur globale. Ainsi la CEE propose dès à présent un report de cotisations sociales pour les secteurs les plus touchés comme le tourisme et les transports, une relation commerciale renforcée avec les USA, une augmentation de l'endettement et une stimulation des investissements.

Economie

L'économie mexicaine reculera de -5% en 2020, selon le consensus des économistes recueilli par la banque Citibanamex, contre 3 % dans l'enquête précédente. Santander est l'institution financière qui a donné les prévisions les plus optimistes, avec une récession

de -2 %, tandis que Bank of America conserve l'estimation la plus pessimiste, avec une chute de -8 % du PIB. Le taux USD/MXN est espéré à 22,5 USD/MXN en fin d'année, et les experts estiment que la Banque centrale (Banxico) abaissera son taux directeur d'au moins 25 pbs lors de sa prochaine réunion (mai) ou avant. **Les économistes espèrent un retour de la croissance en 2021, à 1,8 %.**

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit que l'économie du Mexique va se contracter de 3,8 à 6 % cette année en raison de l'impact de la COVID-19 sur le pays. Parmi les recommandations économiques, fiscales et sociales pour le Mexique, l'institution a déclaré que les entreprises devraient être soutenues, en particulier les petites et moyennes entreprises qui représentent 97 % de la main-d'œuvre du pays.

Les indicateurs pré-crise du COVID-19 de l'économie mexicaine indiquent une situation particulièrement dégradée de cette dernière :

- ❖ **L'industrie mexicaine accélère son repli en février, à -1,9 % g.a. contre -1,6 % en janvier.** Il s'agit du 16^{ème} mois de décroissance. L'industrie manufacturière a perdu -1 % g.a, en baisse sur 16 de ces 21 composantes. Le secteur de la construction perd -9,1 % g.a. Seul le secteur minier a une dynamique positive (+5,5 % g.a.). Si la tendance est négative en amont de la crise de COVID-19, les experts s'attendent à une chute très prononcée de l'industrie dans les mois à venir et sur l'année 2020 ;
- ❖ **L'investissement physique au Mexique a baissé de -8,6 % en février, après une première baisse de 3 % en janvier.** L'investissement en machines et équipements accumule une baisse de 12 mois consécutifs, à -11,2 %. Les dépenses de construction baissent de -7,9 % g.a ;
- ❖ **La demande a très peu augmenté en janvier (+0,3 %) après une très faible croissance de +0,3 % en décembre.**

L'inflation a atteint 3,25 % g.a. en mars, inférieure aux attentes des économistes et la plus faible depuis janvier dernier (3,24 %). L'inflation non sous-jacente, qui représente les produits dont les prix sont très volatils, comme les produits agricoles et les carburants, est tombée à 2,19 % g.a. notamment suite à la baisse des prix du pétrole. L'inflation sous-jacente atteint 3,35 % g.a.

Près de 347 000 emplois formels ont été perdus au Mexique depuis le début de la crise du COVID-19 (entre le 13 mars et le 6 avril), selon le Ministère du Travail, soit 1,7 % des employés formels du pays. 6 États concentrent 56 % des pertes d'emploi : le Quintana Roo; Mexico; le Nuevo León; Jalisco; l'État de Mexico et le Tamaulipas. La Ministre du Travail considère par ailleurs qu'il n'existe aucune raison justifiable pour qu'une entreprise licencie ses salariés ou baissent leurs salaires, et que le Ministère pourrait attaquer les entreprises en justice. 138 000 (62 %) de ces salariés licenciés ne pourront pas compter sur le mécanisme public de sécurité sociale, ceux-ci n'ayant pas cotisé suffisamment pour y avoir accès.

Finances publiques

La collecte fiscale a cru de 13 % g.a. au T1 2020 selon l'Administration fiscale mexicaine, à 1 003 Mds MXN (40,1 Mds EUR). Il s'agit par ailleurs d'un niveau supérieur de niveau 4 % à la cible du SAT sur la période. Cette bonne performance est due à l'augmentation de la collecte de l'impôt sur les revenus et les sociétés (+16,3 %), de la TVA (+12,6 %) et de l'impôt

aux externalités négatives (IEPS, +5,9 %). Par ailleurs, le SAT a collecté 56 Mds MXN (2,24 Mds EUR) via les contrôles fiscaux, en croissance de +117 % g.a.

Entreprises et grands contrats

Fitch Ratings a abaissé la note de PEMEX de "BB +" à "BB" le 3 avril, avec perspective négative. Selon l'agence de notation, cette décision reflète la flexibilité limitée de l'entreprise pour faire face à la récession dans l'industrie du pétrole étant donné sa charge fiscale élevée et ses besoins d'investissement pour maintenir la production et reconstituer les réserves.

Moody's a indiqué que l'appui du gouvernement à PEMEX dans le cadre de son plan de réactivation de l'économie, de 2,6 Mds EUR (65 Mds MXN, via une baisse de la charge fiscale appliquée à l'entreprise) n'était pas suffisant pour que l'entreprise n'utilise pas ses lignes de crédit renouvelables et augmente sa dette en conséquence. Pour mémoire, une décision de notation créditrice par Moody's pour le Mexique et pour PEMEX est toujours attendue : **en cas d'abaissement de la notation, PEMEX serait considéré comme étant un titre spéculatif.**

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 07/04/2020
Bourse (IPC)	+2,5%	-22%	34 526 points
Taux de change USD/Peso	+0.3%	+28,3%	24,31 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,3%	+23,1%	26.49 EUR/MXN
Prix du baril mexicain	+57%	-74%	16,65 USD

Pays	Nombre de cas de COVID-19	
	Nombre de décès liés au COVID-19	
	<i>Données officielles au 07 avril 2020</i>	
Costa Rica	483	<i>Décès : 2</i>
Guatemala	87	<i>Décès : 3</i>
Honduras	312	<i>Décès : 22</i>
Nicaragua	6	<i>Décès : 1</i>
Panama	2 249	<i>Décès : 59</i>
Salvador	93	<i>Décès : 5</i>

Costa Rica

2018 – PIB : 59 Mds USD | Pop : 5 M hbts

Selon l'agence de notation Moody's, le déficit budgétaire du Costa Rica devrait atteindre 8% du PIB à la fin de l'année 2020 et la dette publique 66% du PIB. Le paiement des intérêts devraient atteindre 35% des revenus de l'Etat.

Guatemala

2018 – PIB : 79 Mds USD | Pop : 17,2 M hbts

L'émission de bons du Trésor pour 11 Mds GTQ (environ 1,2 Md USD), qui sera absorbée par la Banque centrale (pour la première fois depuis 1993) vient d'être approuvée par le Congrès. Elle permettra principalement d'atténuer les graves difficultés de la population la plus défavorisée du pays face à la crise du Covid-19, à travers la distribution de paniers de nourriture à grande échelle et des aides financières de survie diverses. En revanche, une nouvelle enveloppe budgétaire de 5 Mds GTQ (environ 600 M USD), apparemment sollicitée par les parlementaires pour leurs programmes d'action de soutien aux populations sur le terrain, ne fait pas l'unanimité des observateurs économiques quant à son efficacité par crainte de manque de transparence sur sa gestion et de risque élevé d'actes de corruption.

L'agence de notation Fitch Ratings a rétrogradé de BB à BB- (avec perspectives stables) la qualification du risque pays du Guatemala, anticipant une forte contraction de la croissance en 2020 (entre 0,5% et 1,5%) et une chute des recettes fiscales en raison de la crise du COVID-19. Cette décision a été mal accueillie par les autorités financières et par la banque centrale du Guatemala. Cette dernière - rappelant la qualité des fondamentaux macroéconomiques du pays et la résilience de son économie aux grandes crises passées- estime cette décision hâtive.

Les ventes à l'international d'huile de palme ont généré en 2019 plus de 392 M USD de recettes d'exportation pour les producteurs guatémaltèques, soit une diminution de 12,4% par rapport à 2018 en raison de la baisse des cours mondiaux du produit en question. D'après l'association des producteurs d'huile de palme du pays (Grepalma), le

volume exporté a pourtant augmenté de 5% (g.a) en 2019 pour s'établir à 793 100 tonnes. Avec une production annuelle d'environ 863 000 tonnes, le Guatemala est aujourd'hui le 6^{ème} producteur d'huile de palme au monde. Le secteur de l'huile de palme représente 1,09% du PIB du Guatemala. Il génère 28 575 emplois directs et 143 000 emplois indirects.

Honduras

2018 – PIB : 23,8 Mds USD | Pop : 9,4 M hbts

Le Congrès a approuvé l'émission de bons du Trésor d'un montant de 2,5 Mds USD souhaitée par le gouvernement pour atténuer les graves difficultés économiques dans le pays liées à la crise du COVID-19.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) prêtera 59,2 M USD au Honduras afin de financer le programme *Bono Vida Mejor*, lequel vise, dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, à réduire l'extrême pauvreté et à renforcer le système de santé du pays.

Nicaragua

2018 – PIB : 13,3 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Le Nicaragua sera coupé de toute liaison aérienne après le 9 avril, date à laquelle Aeromexico a annoncé qu'elle suspendra ses opérations dans le pays pour faire face à la crise du Covid-19. Sur les 9 compagnies aériennes présentes dans le pays, 8 ont déjà suspendu l'ensemble de leurs vols vers et en provenance du Nicaragua, alors qu'aucune mesure de restriction n'a pour le moment été mise en place par le gouvernement nicaraguayen.

La Banque Centraméricaine d'Intégration Economique (BCIE) accordera un prêt de 172 M USD au Nicaragua pour financer un programme de construction de logements sociaux dans le pays ("Programa Nacional de Construcción de Viviendas de Interés Social").

L'équipementier automobile japonais Yazaki, spécialisé dans les câblages et considéré comme la plus grande entreprise des zones franches du Nicaragua, suspend les activités de ses 5 usines dans le pays pendant 15 jours afin de diminuer les risques de transmission du Covid-19. Les 10 000 salariés qu'emploie la société au Nicaragua sont mis au chômage partiel et continueront à percevoir 50% de leur rémunération.

Panama

2018 – PIB : 65,2 Mds USD | Pop : 4,2 M hbts

Les recettes collectées par l'Etat au cours du mois de mars ont été inférieures de 42,8% à ce qui avait été budgété, en raison de l'impact économique causé par le coronavirus. Le gouvernement devait recevoir 719,9 M USD et n'a reçu que 411,9 M USD, soit 308 M USD de moins que prévu. Les recettes fiscales ont été le plus affectées : elles ont été 44,4% inférieures à la prévision initiale.

L'industrie la plus affectée par la crise sanitaire est l'industrie aéronautique. Pour le Panama, la fermeture de ses frontières a engendré une perte de 681 M USD, selon l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA).

Salvador

2018 – PIB : 26 Mds USD | Pop : 6,6 M hbts

L'entreprise française NEOEN, spécialisée dans les énergies renouvelables, a annoncé la mise en opération de son 2^{ème} parc photovoltaïque (Capella Solar) au Salvador. D'une capacité de 140 MW, ce nouveau parc solaire a nécessité un investissement de

143 M USD. Capella Solar est composé de 2 centrales (Albireo 1 et Albireo 2) et dispose de la plus grande unité de stockage d'énergie d'Amérique centrale (batterie lithium-ion de 3,3 MW/2,23 MWh). Couplé avec son premier projet Providencia Solar de 101 MW, NEOEN contribuera ainsi à générer près de 4% de l'énergie produite dans le pays.

D'après une enquête réalisée par la Chambre de Commerce et d'industrie du Salvador auprès d'un échantillon de 301 entreprises (dont 91% correspondent à des microentreprises), 70% ont affirmé avoir enregistré une nette baisse de leurs revenus à causes des mesures de restriction imposées par le gouvernement. 62% jugent ces dernières néanmoins nécessaires et utiles pour lutter contre le Covid-19.

CARAÏBES

2018 – PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Pays	Nombre de cas de COVID-19	
	Nombre de décès liés au COVID-19	
	<i>Données officielles au 8 avril 2020</i>	
République dominicaine	2 111	Décès : 108
Haïti	27	Décès : 2
Jamaïque	67	Décès : 7
Cuba	457	Décès : 51

Cuba

2017 – PIB: 85,7 Mds USD | Pop: 11,3 M hbts

Reconnue pour la qualité de son personnel et de ses services médicaux, Cuba a - depuis le début de la pandémie - envoyé près de 600 professionnels de la santé dans une quinzaine pays, dont l'Italie et Andorre, pour aider à combattre le virus. Ces brigades médicales complètent le programme de mise à disposition de coopérants de la santé avec près de 28.000 professionnels actifs à travers le monde.

Cuba s'est également illustrée sur la scène internationale en permettant au bateau de croisière MS Braemar d'accoster dans le port de Mariel malgré 5 cas positifs à bord pour permettre le retour de 650 passagers britanniques via l'aéroport international de La Havane où 3 avions affrétés par la British Airways les attendaient.

Plusieurs fournitures médicales (200.000 masques, des combinaisons jetables, paires et gants chirurgicaux...) sont arrivées ce dimanche en provenance de Chine. Ce don du gouvernement chinois adressé au Ministère de la Santé Publique de Cuba (MINSAP) complète l'envoi à titre gracieux de matériel médical de l'entreprise de transport automobile chinoise Yutong, présente sur l'île. L'Ambassade de Chine à La Havane a également donné 200 000 USD au MINSAP pour l'aider à combattre la propagation du virus sur l'île qui a déjà causé la mort de 12 pour 457 cas actifs, selon les derniers chiffres officiels. Depuis Pékin, plusieurs centaines d'anciens étudiants chinois en médecine formés à Cuba se mobilisent pour récolter des fonds et fournir du matériel médical pour soutenir Cuba. Depuis 2006, environ 3.000 étudiants chinois

ont bénéficié du programme de bourses mis en place entre les deux pays afin de former à Cuba des étudiants chinois de plusieurs provinces pauvres de la Chine.

Haïti

2017 – PIB: 8,4 Mds USD | Pop: 11 M hbts

Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a approuvé, le 2 avril dernier, un don de 20 M USD pour le projet soutenir la réponse haïtienne dans le cadre du COVID-19. Ce projet vise principalement à limiter la transmission du COVID-19 en Haïti par la détection et le contrôle des infections et à renforcer le système de santé du pays.

République dominicaine

2018 – PIB : 80,9 Mds USD | Pop : 10,3 M hbts

La dette publique consolidée a atteint 48,2 Mds USD fin février dernier, dépassant les 50 % du PIB, à 53,9 %. La dette publique a cru de 14,6 % g.a, soit une croissance de 6,1 Mds USD en 1 an. La dette a par ailleurs cru de 62 % depuis décembre 2016.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

